

## Présentation de Françoise Laborde, présidente de la délégation du CCFD-Terre Solidaire à Toulouse

### - Comment présenteriez-vous ce mouvement à quelqu'un qui ne le connaîtrait pas ?

Le CCFD-Terre solidaire est une ONG de solidarité internationale catholique qui, depuis 1961, lutte contre la faim, toutes les formes d'injustices et pour un développement respectueux des populations vulnérables des pays du Sud et d'Europe de l'Est. Cet engagement pour plus de justice et de solidarité prend racine dans l'Évangile et la pensée sociale de l'Eglise.



Il s'appuie sur le travail de **500 organisations partenaires** qui construisent eux-mêmes leur projet à travers **71 pays du monde**, dans des domaines variés : défense des droits fondamentaux et construction de la paix, promotion de l'égalité femmes-hommes, agroécologie, lutte contre la déforestation... Un **impact positif sur la vie de plus de 2,4 millions de personnes dans le monde**.

Il mène aussi un important travail de **plaidoyer** en France et à l'international pour interpeller les décideurs politiques et agir sur les causes des injustices. Nous avons d'ailleurs ici des actions locales auprès des députés ou des maires, notamment au moment des élections et aussi des actions de rue...

En France, il propose de nombreux outils pour **sensibiliser** jeunes et adultes à **la solidarité internationale** : documents, jeux, vidéos, rapports... Il s'appuie sur 15.000 bénévoles qui se regroupent souvent en équipes locales. Nous avons aussi des structures régionales, notamment en Midi-Pyrénées où ce type d'organisation a été pionnière au sein du CCFD.

### Un peu d'histoire...

**La naissance : 1960** : C'est le moment de la prise de conscience de la question de la faim dans le monde, à travers un appel de la FAO relayé par le pape Jean XXIII. En France, un comité est constitué sous l'autorité de Mgr Ménager, secrétaire gal de l'Action catholique, qui regroupe de nombreux mouvements, dont le Secours catholique. C'est en 1961 le CCF (Comité catholique contre la faim) où se déroulent des débats animés entre 2 options : **le secours d'urgence** et la charité envers les pays pauvres ou **un engagement durable pour agir sur les causes de la faim** et aider au développement. C'est la 2ème option qui est retenue par l'Assemblée des évêques et cardinaux (ACA), éclairée par les travaux du Père dominicain Lebret et par l'expérience internationale de l'ACO, de la JOC et la JAC. L'**Encyclique Populorum progressio** confirme ce choix et en **1966, le CCF devient le CCFD, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement**.

Aujourd'hui nous trouvons un appui dans le message vibrant **du Pape François**, à travers les Encycliques **Laudato si et Fratelli tutti**, en harmonie avec le sens de notre action.

**A Toulouse**, le 60ème anniversaire sera marqué par 3 événements régionaux :

- **Dimanche 21 Mars 2021 à 10h30** Célébration à **St Sernin** avec Mgr Le Gall et des évêques de la région
- **à 15h Table ronde** au lycée Ste Marie de Nevers (10 rue de Périgord) avec Mg Jubinville, évêque en Uruguay et **Silvie Bukharie-de Ponthual, présidente du CCFD-Terre Solidaire** : « Tous acteurs de l'Espérance depuis 60 ans ! Comment le redécouvrir aujourd'hui ! »
- **Samedi 5 juin 2021**: journée festive sur la prairie des Filtres, ouverte à tous, avec multiples animations...
- **Samedi 25 Septembre 2021** : grand concert au Phare de Tournefeuille avec « Mes souliers sont rouges »

A bientôt pour ces rendez-vous...

### Les grandes dates :

**1968** : première campagne de sensibilisation destinée aux jeunes

**1983**: création du 1<sup>er</sup> produit financier de partage ; le FCP « Faim et développement » et la SIDI.

**1992** : Forum international Terre d'avenir pour le développement au Bourget (60.000 participants)

**1993** : le CCFD est déclaré Grande cause nationale **2000** : le CCFD coordonne la Campagne française de plaidoyer pour « l'annulation de la dette des pays les plus pauvres »

**2004** : Campagne « l'Europe plume l'Afrique » - **2006** Campagne « Le soja contre la vie »

**2008** : Campagne : « Les agrocarburants, ça ne nourrit pas son monde »

**2006-2011** : Campagne contre « les Biens mal acquis » **2012** : Campagne Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux

**2012** Pacte élections « Pour une terre solidaire » **2013** « Des multi-nationales hors jeu »?

**2015** Campagne « En route pour la justice climatique » **2017** Campagne élections « Prenons le parti de la solidarité »

**2020** : Campagne «Le temps des solutions» pour promouvoir l'agro-écologie paysanne et solidaire

## Des exemples de succès :

### 1) Autour de la **souveraineté alimentaire** :

Le travail constructif du **TAPSA**, programme de **Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire** : un précédent programme pilote, le PAIES, qui s'est achevé fin 2017, a mis en lumière l'efficacité de l'agroécologie au Sahel et en Afrique des Grands Lacs. Le TAPSA poursuit ce travail en réunissant 29 organisations paysannes et collectifs locaux, issus de 16 pays sur 4 continents., avec l'appui de l'Agence Française de Développement, la SIDI, la Fondation Terre solidaire et Mano Unidas. Il soutient des initiatives agroécologiques concernant la production, la transformation et la commercialisation des productions agricoles, la gestion concertée des territoires et de leurs ressources, la défense de politiques publiques adaptées. Il renforce les relations entre acteurs paysans des différents pays et continents en leur permettant rencontres et échanges de savoirs.

#### Des exemples de réussites du TAPSA :

- En **Colombie**, l'agro-écologie promue par l'IMCA (Intituto Mayor Campesino) permet aux petits paysans de mieux vivre, sans la pression du système productiviste et à certains anciens guérilleros souvent issus des milieux agricoles de se reconstruire. - Au **Timor Leste**, jeune pays qui se reconstruit après un long conflit, l'association **Permatil** consacre à la reconquête de la souveraineté alimentaire par la population majoritairement rurale et très jeune. a commencé à créer des jardins en permaculture dans les écoles. Après plusieurs années d'expérimentations réussies, l'association décroche en 2015 un résultat spectaculaire : une loi nationale rend obligatoire l'implantation de potagers en permaculture dans les écoles primaires de Timor Leste. 151 écoles, sur un total de 1 108, en sont équipées, bénéficiant directement à 41 000 personnes. - Au nord du **Burkina Faso**, l'association **Aprossa Afrique verte** travaille sur l'adaptation des cultures aux dérèglements climatiques, mais elle intègre aussi des éléments de tolérance religieuse dans ses actions. Dans le contexte de lutte contre l'extrémisme islamique et aussi de départ des jeunes vers l'Europe, elle aide les paysans à tirer localement les moyens de leur subsistance ainsi que des revenus. Son slogan : «le Sahélien peut nourrir le Sahel».

### 2) Du côté du plaidoyer :

- Le combat contre « **les biens mal acquis des chefs d'État africains** » à travers l'enquête de Jean Merckaert, chargé de plaidoyer au CCFD, et d'Antoine Dulin, alors stagiaire, menée entre 2006 et 2011, pour dénoncer un vaste détournement de fonds public par des dirigeants africains au détriment des populations locales : sont visés plusieurs chefs d'États africains dont des pays pétroliers du golfe de Guinée : Congo-Brazzaville, Gabon et Guinée équatoriale. Les ONG Sherpa et Transparency International lancent ensuite des procédures qui aboutissent en 2017 à une 1<sup>ère</sup> condamnation par la justice française : Teodorin Obiang Nguema, le fils aîné du président équato-guinéen, est condamné à trois ans de prison avec sursis et 30 millions d'euros d'amende pour "blanchiment de bien social et recel de détournements de fonds publics". Un combat auquel se sont courageusement associés des militants africains, parfois au prix de leur vie, comme le journaliste franco-congolais Bruno Ossebi, mort étrangement avec les siens dans l'incendie de sa maison en février 2009...

- **Le vote en mars 2017 par la France de la loi sur le Devoir de vigilance des sociétés multi-nationales** quant au respect des droits humains et environnementaux par leurs filiales dans les pays du Sud. Le drame de l'écroulement

du Rana Plaza au Bangladesh en 2013 (plus de 1100 ouvrières tuées alors qu'elles cousaient des vêtements vendus notamment en France), pousse des ONG à se regrouper pour sensibiliser des députés français: le CCFD, Amnesty International-France, le Collectif Ethique sur Etiquette, les Amis de la Terre et Action Aid-Peuples solidaires motivent 3 députés qui entament un parcours du combattant jusqu'au vote d'une loi pionnière. Celle-ci nécessite encore bien des points d'amélioration pour être contraignante, mais elle fait aujourd'hui tâche d'huile au Parlement Européen qui vient de se prononcer le 11 mars 2021, à une importante majorité, en faveur d'une législation européenne sur le devoir de vigilance. Le conseil des droits de l'homme de l'ONU (CDHNU) a également lancé un travail pour un traité international contraignant sur ce sujet, à la demande de l'Equateur et de l'Afrique du Sud, appuyée par une importante coalition d'ONG.

- **Un exemple concret au Pérou** : Juillet 2018 : la protection de la Montagne des sept couleurs, haut lieu touristique péruvien. : une entreprise canadienne renonce à son contrat minier, suite à une importante pression populaire. Et au travail de CooperAcción, organisation partenaire du CCFD-Terre Solidaire, dans un pays où 14% du territoire est aujourd'hui sous contrat d'exploration ou d'exploitation minière . Les mines obtenues sans consultation transparente des populations autochtones génèrent une intense pollution des milieux naturels, en particulier des sources d'eau. Les communautés sont souvent déplacées et contraintes d'abandonner leur mode de vie traditionnel.

### Quelques actions marquantes en région Midi-Pyrénées ...

- les spectacles du **groupe de théâtre-forum** de Toulouse autour des paradis fiscaux, de l'écologie ou du sort des migrants, toujours susceptibles d'être présentés au public intéressé...

- les 3 **trails solidaires** organisés de 2016 à 2018, à Roumengoux, près de Mirepoix, dans l'Ariège où l'effort physique, la solidarité et la convivialité étaient au rendez-vous...

- Le **projet Chemins de St-Jacques**, quelque peu en veille actuellement, pour sensibiliser les marcheurs à la solidarité internationale. Il a inspiré les actions des groupes successifs de Jeunes Adultes du CCFD régional qui ont visité des initiatives de développement local alternatif dans différents départements de la région et ensuite réalisé une exposition sur ces projets et ceux de partenaires internationaux invités dans la région. Ils ont aussi organisé 2 camps d'été itinérants sur le Camino dans l'Aubrac en 2016 et dans le Lot en 2017. Enfin, pendant l'été 2018, un voyage solidaire dans les Balkans, en Croatie, Serbie et Bosnie, à la rencontre de partenaires qui portent des projets de transition écologique et sociale. Ils ont ensuite entièrement réalisé un court métrage sur leurs découvertes au sujet de l'accaparement des terres, du tourisme solidaire, de l'information et la formation des jeunes des Balkans en faveur de la paix, contre la corruption et pour le vivre-ensemble...

- **la fête de l'agroécologie, à Séméac, dans le 65, le 19 octobre 2019**, avec la participation d'un partenaire de Bolivie et la réalisation d'un petit guide Souveraineté alimentaire, la voie de l'agroécologie

- La participation au **Festival de films documentaires Alimenterre** organisé par le CFSI que le CCFD a rejoint : il a lieu en octobre et novembre depuis de nombreuses années et permet de sensibiliser les jeunes et tout public aux problématiques de l'alimentation ici et dans les pays du Sud. Sans oublier le **Festival Cinéma et droits de l'homme** organisé en secteur toulousain et dans la région par un collectif en janvier depuis 14 ans...

- **Quelles sont les figures qui ont le mieux incarné son action, et pourquoi ?**

Le travail de présidents comme Philippe Farine, aux débuts de notre histoire, qui a compris l'importance de la question du développement et, plus récemment, de Guy Aurenche et Sylvie Bukhari de Pontual, nos 2 derniers présidents, éclairés par leur engagement antérieur au service des droits humains, au sein de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture .Au plan régional, la figure d'Hélène Cettolo, notre remarquable déléguée régionale pendant 9 ans, décédée précocement en janvier 2020 : sociologue et enseignante dans plusieurs universités, elle a participé au travail du CA national, à la rédaction de rapports d'orientation et à des avancées, notamment en ce qui concerne la question de l'égalité femmes-hommes...



Et à Toulouse, l'abbé Georges Boyer, « curé » de Borderouge et prêtre tous terrains, ainsi que

Claude Champs, ancienne secrétaire de la délégation et l'amie de tout le quartier des Minimes, qui nous ont quittés récemment.

